

# Prologue

« La pensée perverse contraint, empiète, pénètre, absorbe et dilacère, elle “prend la tête”, opérant insidieusement à la façon d’une *grenade à fragmentation*. »  
Paul-Claude Racamier (« Pensée perverse et décervelage », 1992)

Au soir de sa large victoire contre Marine Le Pen, le 7 mai 2017, Emmanuel Macron, après une longue déambulation inspirée – musique et costume – de François Mitterrand, invite la foule réunie au Louvre à ne pas siffler les électeurs et électrices de son adversaire (cette exhortation bienveillante étant empruntée, elle, à Barack Obama). Il promet avec emphase qu’il fera « tout durant les cinq années qui viennent pour qu’ils n’aient plus aucune raison de voter pour les extrêmes ». Quant aux compatriotes lui ayant accordé en nombre leurs suffrages uniquement « pour défendre la République », il ne les oubliera pas, assure-t-il, il « protégera la République », et il sait « qu’il ne s’agit pas là d’un blanc-seing ». Parmi ces compatriotes, la grande majorité se situe à gauche, une partie non négligeable se classe même à l’extrême gauche.

Réélu le 24 avril 2022 contre la même candidate, avec 58 % des suffrages, le président de la République exprime des remerciements encore plus vibrants à l’adresse de toutes celles et tous ceux qui ont voté pour lui afin de faire barrage à l’extrême droite, et « non pour soutenir les idées que je porte » : « Je veux [...] leur dire que ce vote m’oblige pour les années à venir : je suis dépositaire de leur sens du devoir, de leur attachement à la République et du respect des différences qui se sont exprimés ces dernières semaines ».

Le 9 juin 2024, son parti ayant essuyé une lourde défaite aux élections européennes, Emmanuel Macron décide de dissoudre l’Assemblée nationale. Il est difficile d’imaginer un contexte plus anxieux. La liste du Rassemblement national menée par Jordan Bardella vient de réaliser un score historiquement élevé ; peu de zones du territoire échappent à cette poussée de fièvre ; dans la crainte, ou l’espoir, que le parti d’extrême droite obtienne la majorité absolue à l’Assemblée, un esprit de vertige s’empare du pays. Tout indique que le RN, en nombre de voix, restera porté par la dynamique des européennes. Pendant la campagne du premier tour, le président jette de l’huile sur le feu. Il renvoie dos à dos « les extrêmes ». Il refuse ostensiblement de nommer par son nom le Nouveau Front populaire, cette union de la gauche qu’il n’a pas vu venir. Il parle des « LFI et associés » (en les mettant sur le même plan que les « RN et associés »). Il agite le spectre de la « guerre civile » si jamais « l’extrême gauche », « communautariste », censée refuser « la clarté sur la laïcité et l’antisémitisme », devait l’emporter. Il n’hésite pas à reprendre à son compte, pour discréditer le programme de la gauche, certains des mots les plus connotés de l’extrême droite, comme « immigrationniste ».

Dans ce contexte, le champ sémantique de la folie irrigue le débat politique comme jamais. Les protagonistes se jettent à la figure le qualificatif de « fou ». François Ruffin, lançant dès l’annonce de la dissolution le mot d’ordre d’un nouveau Front populaire, ne contient pas son exaspération : « On a un taré à la tête de l’État ! C’est un diagnostic clinique qui est maintenant posé depuis sept années ». « On est chez les fous ! » : Macron, pour dénigrer les alliances politiques constituées à gauche et à l’extrême droite, s’empresse, lui, de se réapproprier ce cri du cœur qui le vise de toutes parts, y compris de son propre camp.

Parallèlement, le mot « clarification » ne laisse pas d’être employé. Le président de la République, par ces législatives anticipées, entend ouvrir « un temps de clarification indispensable » : « Nous devons clarifier le choix pour notre pays et pour nos vies ». Le soir du premier tour, il confirme dans un simple communiqué sa « volonté de clarifier la situation politique » et appelle, face au Rassemblement national, à « un large rassemblement clairement démocrate et républicain ». « Le choix est clair », se félicite de son côté Bardella, en opposant « l’union nationale » qu’il défend à « l’alliance du pire ».

Le champ sémantique de la clarté se superpose ainsi à celui de la folie. Cette superposition est symptomatique. Les choses ont été organisées de telle sorte que, de « choix clair », de « clarification » (au sens d'une compréhension claire et sereine de sa propre volonté), il ne pouvait y avoir.

En dissolvant la chambre des députés dans la foulée d'élections européennes perdues et à la veille des Jeux olympiques de Paris, le président a créé une ambiance inédite de clarification irrationnelle, de clarification en état de sidération. Il a inventé la clarté confuse, la clarté dans le brouillard de la peur et de l'incompréhension. Tout cela, finalement, pour tirer dans les pires conditions possibles une leçon évidente (à savoir que la logique veut qu'il gouverne en coalition avec la droite) ; leçon qui s'imposait à lui depuis 2022 et qu'il aurait parfaitement eu les moyens de justifier le soir du 9 juin (à la lumière des résultats à l'échelle européenne), sans jouer avec les nerfs du pays, puis avec les institutions en faisant mine de ne pas comprendre ce qui est pourtant limpide : que la gauche *a gagné* les législatives des 30 juin et 7 juillet 2024, moralement, en impulsant et en pratiquant la discipline du « front républicain », électoralement, en arrivant en tête (certes de peu) au second tour.

Cela paraît fou ? C'est fou, en effet. Encore faut-il saisir de quelle folie il y va. Une folie narcissique, assurément. Mais pas celle qu'on pourrait croire (en pensant par exemple à l'hypomanie) : une folie narcissique que colmate efficacement une perversité accomplie et qui, en conséquence, rejaillit sur tout un peuple. Et une folie, comme toute folie, qui ne fait pas irruption dans la tête d'un individu sans histoire, mais porte la marque de ses relations et de son inscription dans divers processus.

Psychopathologie et processus sociaux ne s'opposent pas. Les êtres humains sont des processus (individuels) vecteurs et producteurs de processus (sociaux). Si la folie isole, les fous ne le sont jamais qu'en relation. Disons-le donc d'emblée : *le macronisme est un délire individuel qui s'étaye sur des dynamiques sociales-historiques*, lesquelles, du coup, et pour autant qu'on sache s'affranchir des fausses oppositions conceptuelles, deviennent *compréhensibles*.

Il en va ainsi du processus d'autonomisation, à l'égard de la souveraineté populaire et sous l'influence d'un champ économique globalisé, d'un champ du pouvoir étatique européenisé (l'Union européenne étant le produit, la « chose » des souverainetés étatiques). Il en va ainsi, en conséquence, d'un champ des partis politiques dont les luttes et rapports de force tendent à se structurer par référence à des institutions représentatives de moins en moins en mesure de jouer leur rôle. Il en va ainsi, enfin, d'une dynamique de symétrisation tendancielle des relations hommes-femmes – relancée notamment par le mouvement #MeToo – qui excite structurellement de violents contre-mouvements, les plus insidieux nourrissant un pouvoir capitaliste débridé, et s'en nourrissant.

Une conclusion s'imposera, surprenante de prime abord : en la personne d'Emmanuel Macron, *se conjoignent deux fantasmes de toute-puissance masculine* (mais des fantasmes qui n'en sont pas vraiment, car épandus au-delà des bordures de sa psyché individuelle et de l'ordre du délire contenu autant qu'entretenu par l'institution<sup>1</sup>).

Le premier : la toute-puissance du *tycoon* disrupteur auquel aucun obstacle ne résiste.

Le second : la toute-puissance du père de la Nation, ou du monarque, dont la parole souveraine reflète une vérité inaccessible au commun des mortels.

Et on comprendra que son incapacité à nommer une Première ministre de gauche tient autant à ce narcissisme mégalomane qu'à sa fonction *objective* de président au service du capital.

\*

Le présent ouvrage est un essai de clarification scientifique qui repose sur des recherches théoriques et empiriques de longue haleine. L'orientation et la spécificité de ces recherches expliquent la combinaison, mise en œuvre ici, de clarification sociologique et de clarification

---

<sup>1</sup> On est ici dans un entre-deux qui peut troubler et ne trouve un commencement d'éclairage qu'avec la notion de « fantasme-non-fantasme » construite par Paul-Claude Racamier (et à laquelle je me référerai sans utiliser l'expression).

psychopathologique d'ordre psychanalytique. Il puise abondamment dans la boîte à outils conceptuels du psychiatre et psychanalyste Paul-Claude Racamier (1924-1996), le créateur de la catégorie de « perversion narcissique ». [...] La psychose et la perversion [...] ont été la grande affaire de Racamier. Il s'est autant dévoué au soin des psychotiques qu'il a bataillé contre les personnalités perverses. De toutes ses notions, faisant système, il m'est apparu que la plus heuristique, pour ce qui nous concerne ici, est celle de « pensée perverse<sup>2</sup> ».

Mais la sociologie (au sens large) n'est pas en reste, qui aide à appréhender les processus sociaux, les concaténations de configurations et d'évènements à la faveur desquels la perversion est en mesure de prospérer. On verra qu'un grand nombre de travaux ont été publiés, conceptuellement novateurs, qui permettent de situer avec précision dans l'espace social et dans des dynamiques politiques et économiques cet agent du chaos qu'est Emmanuel Macron. Et, bien entendu, la thèse centrale que je développe est sociologique : il n'y a de prospérité de la pensée perverse qu'à la faveur d'une crise de la violence symbolique. [...]

---

<sup>2</sup> De même, j'ai mobilisé le concept de « noyau pervers » pour essayer d'éclairer la tragédie de « l'affaire Grégory ». Voir Marc Joly, « De la violence intrafamiliale au noyau pervers. Quelques lumières sociologiques et psychanalytiques sur un fait divers », *Le carnet de Savoir/Agir*, 21 mai 2024, en ligne : <https://savoiraagir.hypotheses.org/258>.

# 1. Perversion et domination illégitime

[...]

Alors que ma recherche sur la perversion narcissique touche à sa fin, au cours du premier semestre de l'année 2023, je suis stupéfait de retrouver, dans le discours des personnalités politiques et syndicales mobilisées contre la réforme des retraites imposée à toute force par Emmanuel Macron, le même champ sémantique que celui des femmes victimes de violence morale conjugale sur lesquelles j'ai enquêté : « déni », « déni de l'altérité », « orgueil », « folie », « ridicule et terrifiant », « violence verbale », « violence personnelle », « mépris », « manipulation », « mensonges », « toxique », « état de sidération », « absence d'empathie<sup>35</sup> », « immaturité », « plaisir malsain », « au-delà de l'arrogance », « c'est d'ordre psychanalytique », etc.

Au-delà des expressions, j'identifie les mêmes signes de victimation et de traumatisme : voix tremblante, gestuelle traduisant un état de choc, incompréhension, incapacité à trouver les mots (« Je ne trouve même pas les mots... »), etc. Les ouvrages, brochures ou guides que les associations mettent à disposition des victimes décrivent précisément les raisons d'un tel ressenti : les « manipulateurs » jouent avec nos nerfs, leur langage verbal et leur langage non verbal sont puissamment désaccordés, ils font peser une menace permanente, ils prennent soin d'entretenir un climat d'anxiété et ne manquent pas, fugacement, de nous adresser ce fameux « regard du tueur » qui ne laisse aucun doute sur ce que nous représentons pour eux – un être à détruire, ou le néant.

Une formatrice en communication et développement personnel note ainsi, dans l'un de ces guides, que « le manipulateur dénature la signification profonde des termes “responsabilité” et “pouvoir d'agir” » : cela s'applique si bien à l'actuel président que c'en est presque inquiétant. Elle ajoute :

Normalement, ces deux concepts sont indissociables. On ne peut avoir la responsabilité que de ce sur quoi on a le pouvoir d'agir. Mais, dans une relation d'emprise, le manipulateur se garde un pouvoir absolu et donne la responsabilité totale à sa victime<sup>4</sup>.

Et il y a encore autre chose, que je perçois bien sûr à l'aune de mes terrains d'enquête, mais qui n'en est pas moins troublant, sans doute symptomatique. Parmi les responsables politiques et les syndicalistes les plus en pointe contre la pratique du pouvoir du président Macron, figurent des femmes et des hommes précisément capables, selon toute apparence, non seulement de déchiffrer ou de pressentir les personnalités perverses et

<sup>3</sup> Avant la séquence du premier semestre 2023, les expressions décrivant le « manque d'empathie » ou « l'absence d'empathie » du président de la République étaient déjà récurrentes dans la presse écrite. Voir Eva Chaussinand, « Le “déficit d'empathie” d'Emmanuel Macron ? Quand la presse décrypte les émotions présidentielles... », *Mots. Les langages du politique*, n° 132, 2023, p. 137-148. Ce qui semble caractériser cette séquence, plus encore que celle des Gilets jaunes, et lui confère un aspect proprement traumatique, est la cristallisation d'un champ sémantique de la violence relationnelle qui ne laisse aucun doute sur la valeur universelle et le statut référentiel d'une norme comportementale interpsychique de symétrisation réflexive, au-delà des relations conjugales et intimes : ne pas comprendre et ne pas respecter les besoins et ressentis d'autrui au même titre qu'on s'attend à ce que les siens propres soient compris et respectés constitue une *déviance*, dénoncée comme telle. Comme le notait Alice Krieg : « L'analyse du discours de presse s'attache à voir dans quelle mesure certains bouleversements sociaux s'accompagnent de changements dans le lexique employé par les journaux, ou de déplacements dans la signification du vocabulaire utilisé » (cit. in *ibid.*, p. 140). C'est ainsi que, dans la lutte pour l'accès aux positions les plus élevées du champ du pouvoir étatique, *empathie* est devenu un « terme polémique, qui classe les acteurs politiques le long d'une échelle axiologique » (*ibid.*, p. 142).

<sup>4</sup> Christel Petitcollin, *Échapper aux manipulateurs. Les solutions existent !*, Paris, Guy Trédaniel, 2015 [2007], p. 29.

manipulatrices, mais d’y faire face, en usant de stratégies et de techniques adaptées, celles-là mêmes qui s’enseignent dans les associations d’aide aux victimes que j’ai fréquentées :

- l’affirmation tranquille de soi (afin, par exemple, de rester centré sur ce qui importe et de ne pas perdre le fil de ses besoins, sentiments et contraintes propres) ;
- le rappel des limites et du « cadre », tous les comportements inadéquats – agression, mensonge, insultes, sous-entendus, etc. – étant dûment signalés et condamnés ;
- la contre-interrogation calme et la demande de clarification ;
- le refus de l’urgence ;
- la technique du disque rayé (qui consiste à reproduire autant que nécessaire une opposition légitime sans changer de ton et sans agressivité, dans les mêmes termes, et généralement en rappelant l’autre au bon souvenir de ses grandes promesses).

Le député François Ruffin fait ainsi merveille dans l’emploi de cette dernière technique, celle du « disque rayé », en ne se lassant pas de répéter les mots prononcés par Emmanuel Macron pendant la crise du Covid : « “Il faudra se rappeler que le pays repose tout entier sur ces femmes et ces hommes que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal.” » Sophie Binet, élue à la tête de la CGT en plein cœur des mobilisations, prend aussitôt ses marques en maniant l’ironie avec une efficacité dévastatrice : « Ben j’avais envie de dire : “Lol”. Bon, c’est bien que, tout d’un coup, il [Macron] ait envie de rencontrer les syndicats, sachant que ça fait un mois qu’on lui a demandé un rendez-vous et qu’il nous l’a refusé » ; « C’est presque poétique tellement c’était creux ».

[...]

La popularité de Laurent Berger et l’ampleur du rejet d’Emmanuel Macron (43 % d’opinions très négatives le concernant, selon une étude réalisée entre le 31 mars et le 4 avril 2023), mais aussi les mots employés pour décrire les qualités, valeurs ou manières d’être attendues des titulaires d’une fonction de représentation constituent un seul et même fait social qui mérite examen. Il n’est pas du ressort du présent travail de trancher la question de savoir si l’intersyndicale, incarnée par Berger, ne se serait pas trompée de stratégie, ou n’aurait pas eu les moyens d’en déployer une autre.

[...]

Le propos, ici, est d’une autre nature. *Comment a-t-il été possible qu’un homme, seul, plonge tout un « pays » « en état de sidération », selon les mots mêmes de la Première ministre Élisabeth Borne ? Comment expliquer que cette dernière, au diapason de l’opinion publique (elle-même ayant dû actionner l’article 49.3 contre sa volonté), reconnaisse ainsi que le président s’est conduit de manière choquante, ayant eu ni plus ni moins qu’un comportement d’agresseur impitoyable, sourd aux demandes précises et répétées d’autrui, indifférent au contexte social et politique si particulier de son action<sup>5</sup> ? Et qu’elle aille jusqu’à appeler à « respecter une période de convalescence », comme si elle parlait d’une victime d’agression ou d’accident ? Comment une telle brutalité a-t-elle pu se déployer sans limite, forcer la main de syndicats unis comme jamais, de la quasi-totalité de la population active, de la majorité de l’Assemblée nationale ? Et comment interpréter le fait qu’elle ait à ce point ébranlé la société française ?*

---

<sup>5</sup> Précisons que la Première ministre, surnommée « Madame 49.3 », technocrate dans l’âme réputée pour sa dureté, était tout aussi convaincue qu’Emmanuel Macron de la nécessité de la réforme, tout aussi conformiste que lui en donnant le primat à l’efficacité budgétaire : « “Je ne comprends pas pourquoi les gens ne comprennent pas cette réforme”, s’agace-t-elle au sortir de la matinale de France Info, le 3 janvier [2023] » (Bérengère Bonte, *Élisabeth Borne, la secrète. Biographie*, Paris, L’Archipel, 2023, p. 209). En revanche, elle a subi la double anomalie d’une surdité jamais vue depuis 1958 du pouvoir exécutif – c’est-à-dire du président de la République – à l’égard des demandes syndicales de rencontre et de médiation (dans un contexte de manifestations de masse), et d’un mépris vis-à-vis des droits du Parlement lui-même inédit à un tel degré.

[...]

Les insolentes réussites capitalistes de quelques milliardaires ou multimillionnaire ne parviennent pas à dissimuler, dans un pays comme la France, l'ampleur des dynamiques de violence morale (le déni, par excellence) et physique (qu'incarnent, depuis la répression des manifestations de 2016 contre la loi Travail et plus encore depuis celle des Gilets jaunes, toutes ces victimes arbitraires d'armes mutilantes) qu'il importe d'enclencher pour les légitimer, et pour légitimer plus généralement l'accroissement des inégalités – la désactivation des mécanismes de violence symbolique devant bien être compensée. Ces dynamiques de violence sont de nécessité, mais aussi de dépit. C'est ici, précisément, qu'est susceptible de s'épanouir la perversion, *via* la transformation en objets de *jouissance personnelle* et de *rehaussement narcissique* de mécanismes impersonnels, certes nécessaires, mais dont sauf exception les bénéficiaires, nostalgiques de la violence symbolique, savent qu'il n'y a pas lieu de se vanter. S'il est possible de voir dans l'action du président Macron, par-delà les continuités, une « *rupture qualitative* avec ses prédécesseurs<sup>6</sup> », c'est parce qu'il se joue quelque chose de ce type.

Mais n'allons pas trop vite.

---

<sup>6</sup> David Muhlmann, *Où va la France de Macron ? Dynamique du capital et luttes sociales*, Paris, PUF, 2023, p. 175. Les italiques sont de mon fait.